

Comment réécrire le récit national ?

Article rédigé par *Alexis Feertchak* , le 06 septembre 2016

[Source : Figaro VOX]

Enseignement de l'histoire : comment réécrire le récit national ?

FIGAROVOX/ENTRETIEN - François Hollande veut désormais réformer le lycée. Pour Vincent Badré, l'enseignement de l'histoire, fortement politisé, doit être repensé pour sortir de la concurrence et de la violence des mémoires.

FIGAROVOX. - En exergue de votre dernier livre, vous citez ces mots de l'historien Patrick Boucheron prononcés au Collège de France: «*Nous avons besoin d'histoire car il nous faut du repos*». La France est aujourd'hui très loin d'une forme de repos, en proie au contraire à des fractures profondes. L'enseignement de l'histoire ne fabrique-t-il pas aujourd'hui davantage d'agitation que de repos?

Vincent BADRE. - L'histoire vit de l'agitation puisqu'elle rend compte des débats et des passions. Mais le mot «repos» peut être pris dans deux sens. Il peut signifier désir de l'oubli dans le sommeil. Patrick Boucheron entend plutôt le repos comme un temps d'attente par rapport à l'agitation du monde, qui permet de réfléchir avant d'agir. Notre époque est plus grave et plus inquiète ; elle exprime une certaine impatience par rapport à la neutralité affichée de l'enseignement de l'histoire. Il y a un désir de sortir de la grisaille et de souligner les clivages et les motifs d'adhésion.

Cette affirmation d'un enseignement neutre et scientifique s'inscrit dans le projet de l'école républicaine, ouverte à tous et cherchant à ne pas prendre parti. L'application de cette idée passe par le refus de tout jugement de valeur explicite et public. On décrit, mais on ne fait pas état de préférences. On ne répond pas à la question posée par un élève: «mais Monsieur, Napoléon III, est-ce que c'est un gentil ou un méchant?». En y repensant, je dois témoigner que cette neutralité au sens restreint du terme est respectée. En dix-sept ans de carrière, on ne m'a jamais donné aucun ordre politique et on ne m'a jamais fait aucun reproche de cette nature.

La quête d'une neutralité s'est aussi manifestée par des compromis pédagogiques. Nous sommes dans une période commencée dans les années 1980 qui cherche à trouver un compromis entre deux tendances, avec certains éléments du récit national ancien et d'autres assez inverses qui viennent des années 1960 / 1970. On a remis un peu de chronologie, fait des biographies, mais qui ne font que cinq lignes, tout en conservant certaines remises en causes. Les exemples choisis sur la guerre ou la colonisation ne sont plus les mêmes et on donne plus de place à la mémoire et aux souvenirs douloureux des guerres mondiales. Le retour de polémiques récurrentes entre ceux qui voudraient qu'on revienne vers l'histoire de toutes les gloires de la France et ceux qui veulent qu'on souligne plutôt les hontes de notre passé montre qu'on n'est pas parvenu à trouver une voie moyenne.

Cette impasse est regrettable car il y a un désir de revenir au débat historique et de trouver des figures peut-être moins consensuelles, mais plus intéressantes pour mieux réfléchir aux défis de notre époque.

Mais cet objectif de neutralité et de compromis est-il réalisé?

L'impression que donne actuellement l'enseignement de l'histoire est tout à fait inverse et cette prétention à la neutralité ravive les clivages. Michel Lussault, président du conseil général des programmes, a déclaré au journal *Le Monde* que faire du roman national serait contraire à «ce en quoi nous croyons». Najat Vallaud Belkacem a récemment déclaré devant des militants socialistes qu'elle rejetait tout retour à une «rééducation générale» formant de «petits bonhommes dociles en uniforme récitant le catéchisme d'une France immémorielle et idéalisée».

A propos du roman national, vous écrivez justement que celui-ci est «presque mort». Comment cela a-t-il pu arriver?

Il est presque mort, mais il en reste quelques morceaux. Les désirs exprimés par les autorités actuelles ne sont pas pleinement réalisés. Dans certains chapitres des manuels d'histoire, on en est resté à des images tout à fait traditionnelles qui n'ont pas du tout été modifiées par la recherche historique. Par exemple les pages consacrées à Louis XIV ou à François 1er sont au fond assez proches de ce qu'on faisait il y a cent ou cent-cinquante ans. En revanche, on ne dira plus que Pierre Savorgnan de Brazza a libéré les esclaves au Congo, mais on montrera les ravages plus tardifs travail forcé sur le chantier du chemin de fer Congo-Océan.

Pourquoi le roman national est-il mort? Pourquoi a-t-il été tellement contesté? C'est parce qu'il a toujours été malade, et affaibli par son côté partiel. En étant l'expression des préférences politiques de la majorité sous la IIIe République, il laissait de côté les figures les plus engagées du camp catholique, ouvrier ou régionaliste. Son côté partiel fait qu'il n'est pas tout à fait faux de parler de roman national. Cela justifie t'il qu'on parle plus d'un grand nombre de figures qui avaient nourri un certain patriotisme? Sans faire des récits anciens un objet de musée à transposer tel quel, il faudrait savoir s'en inspirer dans certains cas.

Vous évoquez beaucoup la question des «héros». Est-ce qu'il n'y a pas finalement une dépersonnalisation de l'histoire?

C'est une tendance massive. Il m'a été reproché par une formatrice d'avoir cité simplement le nom de la mère d'Alexandre Le Grand devant mes élèves! L'oubli de la personne touche aussi les figures qui rejoignent les aspirations ministérielles. On pourra voir un documents sur Simone de Beauvoir, grande figure de la libération de la femme, mais on n'aura pas accès à sa vie, ses racines, ce qui pourrait donner de la densité et faire comprendre ses engagements.

Cette dépersonnalisation fait oublier le rôle de la liberté et du choix dans l'histoire et le rôle de ce qu'on a reçu de son propre passé et de ce que l'on peut donner en retour. On a des personnages prétexte utilisés uniquement parce qu'ils vont entrer dans un thème. Jeanne d'Arc qui fait progresser le pouvoir l'Etat par exemple. Cette histoire presque uniquement thématique est une application simpliste et incomplète des recherches de la «nouvelle histoire», tout comme quand on néglige la chronologie.

Que pensez-vous justement de l'abandon de la forme chronologique de l'enseignement de l'histoire? Accentue-t'il une forme d'oubli?

Là aussi, c'est une tendance très forte depuis les années 1970. La chronologie n'est plus la structure fondamentale des manuels scolaires. Najat Vallaud-Belkacem a dit qu'elle avait rétabli la chronologie. En fait, on a juste remis les thèmes dans l'ordre chronologique. Mais ce sont toujours des thèmes! Et à l'intérieur de ces thèmes, la plupart des manuels ne traitent pas l'histoire de manière chronologique.

Il y a juste une nuance à apporter, c'est qu'un professeur peut réunir très facilement tous les morceaux

éparpillés dans son manuel et les remettre dans l'ordre.

La forme chronologique est importante pour montrer qu'en matière d'expérience humaine, on se place à partir de ce qu'il y a eu avant et que la succession dans l'ordre du temps est très importante pour comprendre. Si on a François Hollande aujourd'hui, c'est aussi qu'il se place à la suite de Nicolas Sarkozy.

Le problème d'une approche qui n'est pas chronologique, c'est qu'elle ne montre pas bien les liens de causalité. On a besoin de la chronologie pour montrer les transitions historiques ne sont pas magiques, mais qu'il existe au contraire des éléments de continuité, que la chronologie permet de mettre en avant pour apporter plus de nuances. En bonne pédagogie, il faut expliquer les choses dans l'ordre pour pouvoir faire réfléchir ensuite.

Vous parlez d'histoire politisée. N'est-ce pas également une histoire moralisée?

Théoriquement, on dit que l'on n'est pas politisé! Dans la pratique, par le choix d'un exemple plutôt que d'un autre ou par l'absence d'un certain nombre d'informations, l'enseignement est souvent fortement politisé. Il ne fait pas non plus de manière assez claire la distinction entre ce qui est de l'ordre de la description et ce qui est de l'ordre du jugement. L'histoire décrit et explique, mais pour qu'ensuite on puisse réfléchir et juger.

L'une des tendances de cette histoire neutralisée qui atténuent les oppositions, c'est de ne pas montrer les débats et les choix, de ne pas dire que les hommes avaient plusieurs possibilités. A ce moment-là, il est impossible de faire comprendre ce qu'est la réflexion morale. Ça vaut pour l'histoire comme pour l'éducation civique: on aura tendance à dire que la violence, c'est mal en général.

On a alors une morale extrêmement réductrice qui est celle de l'individu qui découvre sa particularité, mais finalement qui ne s'inscrit pas dans un réseau social. C'est l'homme, mais sans faire le lien avec tout ce qui va le relier aux autres, à sa famille, à ses amis, à son travail, etc. La morale républicaine à l'origine donnait un certain nombre de règles de comportement vis-à-vis des autres. Les livres d'histoire de l'époque montraient d'ailleurs des situations concrètes, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui ou alors de manière extrêmement simplifiée. Il y a vraiment une difficulté à ne pas assumer la position politique et morale que l'on prend aujourd'hui.

Entre le projet abandonné de Maison de l'histoire de France voulu par Nicolas Sarkozy et le musée de l'histoire de l'immigration inauguré par François Hollande, la vision historique des deux quinquennats est radicalement différente. Néanmoins, ce clivage a-t-il un impact réel sur l'enseignement de l'histoire?

Dans la pratique, il y a une autonomie assez nette de l'enseignant et une réalisation des programmes donne lieu à des discussions et à des compromis. Nicolas Sarkozy et François Hollande ont exprimé des tendances de l'histoire de France qui existent toutes les deux, mais qui mériteraient un enseignement capable d'expliquer les identités françaises dans leur complexité. C'est très important pour améliorer le rapport que les personnes qui ne sont pas d'origine française entretiennent avec l'histoire de France. Elles ont souvent du mal à comprendre que la France et ses zizanies.

Nous sommes un pays où l'on a tendance à présenter des histoires incompatibles et où, en même temps, on fait tout le temps des compromis. René Goscinny a très bien compris cela en montrant le village gaulois avec ses bagarres et ses banquets. On parle de laïcité, de signes religieux, mais nous avons des communes qui entretiennent les églises construites avant 1905. On a des libéraux et des socialistes qui s'écharpent sur le droit du travail et qui aboutissent à un compromis. Pour arriver à faire vivre ensemble ces mémoires historiques qui voudraient monopoliser l'histoire française, il faudrait accepter de décrire et de faire comprendre ce que l'on désapprouve pour pouvoir dire aux élèves: ce n'est pas parce que vous étudiez Jeanne

d'Arc que vous allez devoir imiter Jeanne d'Arc. C'est la même chose avec Napoléon ou Robespierre. Autrement dit, il faut que vous compreniez qu'il y a plusieurs portes d'entrée dans les identités françaises. On peut choisir certains aspects dans les expériences historiques et mémorielles de la France.

Alors vous pensez qu'on peut reconstruire un récit national fondée sur des identités françaises. Vous utilisez le pluriel...

J'utilise le pluriel parce que, si elles sont intimement proches, il y a bien plusieurs identités à l'intérieur de la mémoire française. Vous avez la France des curés et celle des instituteurs par exemple, dont parlaient Nicolas Sarkozy et plus récemment Najat Vallaud-Belkacem. Ces identités sont souvent liées. Prenez Emile Combes, c'est un ancien séminariste qui a fait voter des lois anticléricales au début du XXe siècle, mais qui en même temps était en correspondance avec une religieuse! Même dans les familles ou dans la littérature, on retrouve cela. On a des discours sur la France qui se présentent comme incompatibles avec la geste de Dieu pour la France ou la France, patrie des Lumières, mais dans la réalité, ces discours sont vécus largement en commun et partagés. On a rejeté le roman national, parce que c'était peut-être quelque chose de simpliste, on a voulu faire exactement l'inverse et le rejeter en bloc. Si on veut dépasser ces oppositions sans les nier, il faut arriver à un récit national fondé sur des identités françaises complexes.

Et comment lier ce nouveau récit national avec le multiculturalisme qui est un fait social sans être forcément un projet politique?

Il y a un inspecteur général de l'Education nationale, Dominique Borne, qui écrit en substance que tous les Français sont des descendants de migrants, descendus des montagnes, soit de Corrèze, soit de Kabylie. Tout serait affaire de migrations. C'est une erreur évidemment très profonde qui refuse une identité biologiquement généalogique, mais qui en vient à nier par réaction les enracinements et les longues durées des identités culturelles françaises. Cela nie aussi les intégrations successives des apports extérieurs.

Si on a un récit un peu complexe, on peut intégrer sans forcer à rejoindre une liste limitée de lieux de mémoire obligatoires à la manière de ceux d'un manuel comme le «Petit Lavis» du début du XXe siècle. Alors, les personnes qui ne sont pas d'origine française pourront se dire les héritiers moraux de certains éléments de la culture française.